



# GAZETTE NATIONALE OU LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le *MONITEUR*, sont officiels.

N° 46.

LUNDI, 15 Février 1808.

## EXTÉRIEUR.

### RUSSIE.

Odessa, le 10 janvier.

DEPUIS que la guerre entre la Russie et la Porte avait interrompu les relations d'Odessa avec l'étranger, les marchandises d'importation qui se trouvaient en grande quantité dans les magasins de cette place, s'écoulaient dans l'intérieur de l'Empire, au grand bénéfice de nos négocians; car les vins de France, d'Espagne, d'Italie et de l'Archipel, les rhums, liqueurs, huiles, salaisons, les objets de luxe, etc., ainsi que toutes les autres marchandises du Levant en général, étaient montés à des prix très-élevés qui dédommageaient notre commerce de l'inaction momentanée qu'il éprouvait du côté de l'étranger. L'occupation de la Moldavie et de la Valachie avait ouvert un nouveau champ à des spéculations avantageuses, et le gouvernement russe les avait lui-même favorisées de tout son pouvoir. Cependant deux abondantes récoltes, beaucoup de produits du règne animal et les besoins connus de l'extérieur, notamment de la Turquie, offraient une perspective qui séduisait les spéculateurs, et leur promettait d'immenses bénéfices, dès que le rétablissement de la paix donnerait un libre cours à leurs relations avec l'étranger.

Notre gouverneur, connaissait toutes les dispositions de notre commerce; il ne perdit pas un moment pour ramener l'activité dans notre place, aussitôt que les circonstances le permirent. Un bâtiment autrichien qui se trouvait dans le port, obtint la permission de faire voile pour Constantinople, et partit, le 27 septembre, avec un chargement de bled.

Cette première expédition inspira la plus grande confiance; et depuis le 27 septembre jusqu'à ce jour, il est arrivé de Constantinople dix bâtimens sous pavillon français, huit sous pavillon italien, huit sous celui des Sept-Isles, dix-huit sous pavillon turc, et 14 lotka ou tartanes qui font le petit cabotage.

Il est parti d'Odessa pour Constantinople un bâtiment sous pavillon autrichien, six français, trois italiens, onze des Sept-Isles et onze turcs. Quinze ou vingt bâtimens sont encore en chargement pour la même destination.

Les articles d'importation consistent principalement en vins de l'Archipel, de France; huiles, rhum, tabac, fruits secs, citrons, cotons filés, soies écruës, étoffes de laine et de soie, telles que schalls et autres, perles, et en général toutes les espèces de denrées et de marchandises qui s'importent dans nos pays. Malgré la quantité des arrivages, tous ces articles se soutiennent à des prix qui donnent 60 à 80 pour cent de bénéfices et plus; la raison en est dans l'exportation qui se fait d'Odessa pour l'intérieur. Les lotka ou tartanes nous ont apporté, de divers points de la côte, des articles d'exportation, qui consistent en blé, beurre, suif, chandelle, cordages, fers, etc.

Parmi ces articles, le blé seul a éprouvé une baisse sensible relativement au prix des années précédentes; les autres se font aux mêmes prix, et offrent tous des bénéfices très-considérables au cours de Constantinople. Notre chambre d'assurance facilite toutes ces opérations.

En considérant la naissance et les accroissemens rapides de la ville d'Odessa, on est embarrassé de lui trouver un objet de comparaison dans l'histoire du commerce.

Cette ville, dont les fondemens étaient à peine jetés il y a douze ans, expédiait l'année passée 600 gros navires, et la valeur de son commerce roulait annuellement sur une somme de plus de 14 millions de roubles. Le négociant dérobaît avec peine un instant à ses occupations commerciales pour faire bâtir sa maison; les établissemens que forme le gouvernement, les édifices qu'il fait construire, n'étaient pas encore achevés, lorsque tout-à-coup le commerce de l'Europe est suspendu par la guerre. Notre ville cède à la loi générale; un instant elle est bornée à ses ressources avec l'intérieur; mais à peine l'espérance lui-elle pour les autres places, que la nôtre reprend presque toute son activité, et dans moins de deux mois d'armistice, au milieu de la plus rigoureuse saison de l'année, elle expédie ou reçoit 90 bâtimens, et élève la valeur de son commerce à plus de 5 millions de roubles.

Ce commerce consistait sur-tout dans l'exportation: elle se compose presque en totalité de matières premières, par conséquent d'un prix absolu et primitif, qui, étant à-peu-près le moindre possible, même relativement aux autres pays, est d'autant moins susceptible de baisse, qu'il ne peut y avoir concurrence.

Il est flateur pour nous d'entrevoir jusqu'à quel point de prospérité notre industrie toujours croissante peut encore parvenir; il serait inutile d'en chercher les causes bien loin.

Pour faire d'Odessa une ville de commerce, on n'a pas eu besoin d'étudier les systèmes d'économie politique, d'épuiser les divers moyens d'encouragement, de répulsion ou d'attraction, si je puis m'exprimer ainsi. Odessa est ville de commerce par elle-même; elle l'a été dès sa fondation.

Des provinces vastes, immenses, qui nous rappellent la fertilité de la terre primitive, où les défrichemens sont faciles et peu coûteux, et dont la population se compose de gens sobres et laborieux; de pareilles provinces ont naturellement à bas prix, des produits très-considérables, et qui excèdent de beaucoup leurs besoins; et de là l'emploi naturel et facile de cet excédent: il ne fallait plus que trouver un point de contact avec l'étranger; tous les motifs se sont réunis en faveur d'Odessa. Le gouvernement a augmenté les avantages naturels de cette ville, par beaucoup de privilèges qui résultent bien moins de nos besoins, que d'une prédilection particulière de sa part.

Cet accord des dons de la nature, et d'une position avantageuse, avec la volonté éclairée du gouvernement, pour les faire valoir, forme les bases sur lesquelles Odessa s'est élevée; il est un sûr garant d'une plus grande prospérité future: ce que la raison démontre, l'expérience du passé et du présent le prouve.

(Journal de l'Empire.)

## ALLEMAGNE.

Hambourg, le 3 février.

En vertu de la convention conclue entre S. A. I. le grand-duc de Berg et la ville de Hambourg:

La ville de Hambourg cède à S. A. I. et R. le droit exclusif d'avoir une poste aux lettres dans cette ville. On excepte de cette concession la poste de S. M. le roi de Danemarck, qui a été cédée à ce monarque par un ancien traité; on excepte aussi l'expédition des lettres pour l'Amérique. La ville, en renonçant ainsi à ses droits, ne prend point sur elle de garantir tout ce qui dépend du consentement des puissances étrangères; mais S. A. I. et R. se charge personnellement de toutes les négociations relatives à cet objet; ainsi que de l'exécution de tous les engagements confirmés par des traités, des conventions ou des marchés, avant le 1<sup>er</sup> novembre de la présente année (1807). La ville se réserve les postes aux chevaux, telles qu'elles ont été, jusqu'à ce jour, expédiées par son bureau de postes.

La ville fait la cession de son droit ci-dessus désigné, à S. A. I. et R., pour l'espace de 25 ans, à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1808. Si, avant cette époque, le traité n'est pas renouvelé, la ville rentrera dans la jouissance de tous les droits cédés par ledit traité.

S. A. I. et R. paiera annuellement à la ville, pour la cession totale de ses postes, une somme de 100,000 marcs hambourg courant, assignée sur les revenus de la poste grand-ducale, et payable, de trois en trois mois, quinze jours après l'échéance de chaque quartier, par le directeur de ladite poste, sur l'avis du Sénat.

Le directeur et les employés de ladite poste seront tenus d'acquiescer le droit de bourgeoisie. Ils seront en tout considérés comme les autres bourgeois de la ville; ils paieront les impositions en raison des biens qu'ils peuvent posséder, et ils seront, pour leurs propriétés particulières, soumis à la juridiction civile et criminelle, et à la police de la ville. Il est convenu qu'au lieu des impositions personnelles, ils paieront une contribution proportionnée à leur traitement; savoir: ceux qui ont au-dessous de 600, jusqu'à 600 marcs, un demi pour cent; ceux qui ont de 600 à 1500, un pour cent; et au-dessus de 1500, trois pour cent. Cette taxe

ne concerne pas ceux qui étaient bourgeois de Hambourg avant d'être employés à la direction de la poste grand-ducale (ou qui sont fils de bourgeois). Les employés à ladite poste ne peuvent prendre aucun caractère diplomatique, ni être consuls d'aucune puissance, excepté de S. A. I. et R. le grand-duc de Berg. Tout genre de commerce leur est interdit. La maison de la poste n'aura aucune franchise, ni aucune exemption; elle jouira des mêmes privilèges que celles des bourgeois.

La correspondance du Sénat et de MM. les syndics sera exempte des taxes de la poste; aussi loin que s'étendent les postes grand-ducales; si leur correspondance va jusque dans d'autres pays, les taxes seront acquittées.

Il est convenu que les ports de lettres venant des bureaux de poste que la ville cède par le présent traité, ne pourront être augmentés dans toute l'étendue de l'administration grand-ducale, sans la participation et l'approbation du Sénat.

Quant aux ports des lettres, exigibles par la nouvelle poste grand-ducale, on suivra l'ancienne taxe, telle qu'elle avait lieu avant l'établissement de ladite poste; on en excepte les sur-taxes qui auront été faites par les bureaux étrangers, ou en vertu de capitulations conclues avec eux. A l'avenir, ces sur-taxes ne pourront avoir lieu dans toute l'étendue de l'administration grand-ducale, sans la participation et l'approbation du Sénat.

Il sera, le plus prochainement possible, communiqué au Sénat et publié ensuite un règlement qui indiquera les taxes des lettres, telles qu'elles sont fixées, le jour et le tems du départ et de l'arrivée des postes, le tems où se délivrent les lettres, après l'arrivée de la malle, la manière d'affranchir, etc.

(Gazette de France.)

Francfort, le 9 février.

L'anniversaire de la naissance de S. A. E. le prince primat, notre souverain, a été célébrée hier en cette ville. Les autorités civiles et militaires adressèrent leurs félicitations à S. Exc. M. le comte de Beust, ministre dirigeant et commissaire-général, qui leur donna un grand dîner, au nom de S. A. E. Le soir, au spectacle, la principale actrice, récita un prologue qui exprimait les sentimens dont tous les habitans de Francfort sont animés pour un prince si digne d'amour. Le bel opéra de *Titus* fut donné.

(Journal de l'Empire.)

## BAVIÈRE.

Augsbourg, le 6 février.

Une ordonnance publiée par S. M. le roi de Bavière porte qu'à l'avenir tous les étudiants des Etats bavares seront obligés de suivre pendant quatre ans les cours d'une des Universités du royaume; la première année ils doivent acquiescer les connaissances générales et préliminaires, et les trois autres années doivent être consacrées à l'étude particulière de la science à laquelle ils se destinent.

S. M. le roi de Saxe avait daigné, il y a quelque tems, envoyer à M. le professeur Goenner, de Landshut, protecteur perpétuel de l'Université de cette ville, le nouveau projet de procédure civile pour les Etats saxons, afin qu'il pût en faire la révision. M. Goenner s'est acquitté de ce travail à la satisfaction de ce monarque, qui vient de l'en récompenser par un très-beau présent.

(Publiciste.)

## ROYAUME DE NAPLES.

Naples, le 1<sup>er</sup> février.

Par décret du 18 janvier, S. M. voulant honorer la mémoire du Tasse dans la ville où il a reçu le jour, a ordonné que la route qui conduit à la ville de Sorrento, serait rendue praticable pour les voitures, aux frais du trésor public; qu'un monument serait élevé à la mémoire du Tasse, en face de la maison où il est né; que les manuscrits originaux de ce poète célèbre, qui existent dans la bibliothèque royale de Naples, seraient transportés dans cette maison, et qu'il y serait aussi déposé un exemplaire de chaque édition et traduction de ses ouvrages; enfin, que la conservation de ce dépôt serait confiée au plus proche descendant de la famille du Tasse.



La ville de Pompeïa, où on a trouvé une foule d'antiquités précieuses, n'était découverte qu'en partie. Lors de l'occupation de Naples par le général Championnet, les troupes françaises avaient découvert plusieurs maisons; mais depuis la rentrée de la cour, tout avait été suspendu. S. M. vient d'acheter, comme on sait, tous les terrains qui couvrent cette ancienne ville; et avant quelques années, tous les édifices enfouis depuis plus de dix-sept siècles, seront entièrement découverts. (Journal de l'Empire.)

## ROYAUME DE HOLLANDE.

Utrecht, le 9 février.

M. Hultman vient d'être nommé président de la première section du conseil d'état. M. Toulon, nommé depuis peu conseiller d'état en service ordinaire, a prêté serment en cette qualité.

M. J. de Kniphausen est nommé chambellan de Sa Majesté.

Nos fonds publics n'ont éprouvé, depuis quelque temps aucune variation.

Afin d'arrêter toute contrebande et de faire observer plus facilement les lois portées contre l'introduction des marchandises et des productions de l'ennemi, un décret de S. M. fixe les routes par lesquelles se feront dorénavant le transport, l'entrée et la sortie des marchandises dans tout le royaume. Les contrevenants seront sévèrement punis.

La garde de S. M. a fait, vendredi dernier, de grandes manœuvres dans les bruyères d'Amersfort, sous le commandement du colonel Schmitt. Le général Tarraire a passé en revue ces troupes, dont une partie était venue des villes d'Amersfort, de Woerden, de Gouda et d'Oudewater.

Le corsaire la Victoire, de Dunkerque, capitaine Gaspard Mulô, ayant dix-huit hommes d'équipage, a conduit, le 5, dans le port d'Helveci-Sluis, un navire de 120 tonneaux, chargé de sel, venant de Douvres, et destiné pour la Hollande, et un bâtiment de 250 tonneaux, chargé de sucre et de café, venant de Philadelphie et se rendant en Angleterre. Le capitaine a déclaré avoir été visité par un bâtiment de guerre anglais. (Publiciste.)

## SUISSE.

Zurich, le 4 février.

Le gouvernement du canton de Tessin a donné des ordres très-sévères pour faire arrêter tous les conscrits et militaires italiens ou français qui pourraient se réfugier sur son territoire. Ils seront conduits jusqu'à la frontière et remis aux autorités des communes les plus voisines du royaume d'Italie. (Idem.)

## INTÉRIEUR.

Liège, le 9 février.

La commission spéciale, établie pour la distribution des secours aux incendiés de la ville de Spa, s'est rendue ici pour présenter l'hommage des habitants de cette ville au digne chef du département, et en même temps mettre sous ses yeux l'état des opérations dont elle a été chargée. Il résulte de ce rapport, 1° qu'on a fourni le chauffage à 189 familles ou individus; 2° des vêtements, sur-tout en chemises et couvertures, aux plus indigents; 3° du grain pour l'ensemencement des terres, à tous ceux qui en ont prouvé le besoin; 4° des moulins à filature et autres objets accessoires, à 70 ménages; 5° qu'il a été rassemblé une quantité de bonnes espèces de pommes de terre, que la commission réserve pour servir à la plantation de la récolte prochaine, qui, sans cette précaution, pourrait manquer en grande partie; 6° que des secours à domicile ont été distribués aux vieillards, aux infirmes et aux êtres incapables de travail. D'un autre côté, les travaux du déblaiement ont fourni aux journaliers des moyens d'existence, que les filatures ont encore augmentés.

Paris, le 14 février.

S. A. I. le prince Borghese, nommé à la dignité de Gouverneur général, a été présenté aujourd'hui par S. A. S. le prince archi-chancelier de l'Empire, au serment qu'il a prêté entre les mains de S. M.

Aujourd'hui avant la messe, S. M. l'EMPEREUR ET ROI a donné audience à une députation du duché de Varsovie, nommée par S. M. le roi de Saxe. Cette députation composée de MM. le comte Potocki, le comte Dzialynski et le comte Bielinski, sénateurs palatins, a été conduite à l'audience de S. M. par les maîtres et aides des cérémonies, introduite par S. Ex. le grand-maître des cérémonies, et présentée à S. M. par S. A. S. le prince de Bénévent, grand-chambellan.

## MINISTÈRE DU GRAND-JUGE.

Par jugement du 7 décembre 1807, sur la demande de Henri Manchien, et de Catherine Charriot, sa femme, veuve en premières nocces de Joseph Grenon,

Le tribunal de première instance à Issoudun, département de l'Indre, a déclaré l'absence de Louis Grenon, de la commune de Vatan.

Par jugement du 7 décembre 1807, sur la demande de François Ménage, cultivateur à Longué,

Le tribunal de première instance au Mans, département de la Sarthe, a ordonné une enquête pour constater l'absence de François Ménage, parti en 1793 pour le service des armées.

Par jugement du 23 novembre 1807, sur la demande de Louis Devade, marchand à Nargis, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Valognes, département de la Manche, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Marin le Bienvenu, de Greville.

Par jugement du 19 décembre 1807, sur la demande de Louis Mauger, d'Anneville-sur-Duclour,

Le tribunal de première instance à Rouen, département de la Seine-Inférieure, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Jacques-Nicolas Mauger, embarqué en l'an 2 sur la frégate la Galathée.

Par jugement du 5 novembre 1807, sur la demande de Jacques-François Martigny, canonnier dans la marine, sur la frégate la Canonnière, en rade à l'Isle-de-France,

Le tribunal de première instance à Meaux, département de Seine-et-Marne, a ordonné une enquête, pour constater l'absence du nommé Marin, disparu depuis 17 à 18 ans de la commune de Charmontray.

Par jugement du 31 décembre 1807, sur la demande de François Bellier, marchand, demeurant faubourg Saint-Martin de Mayenne, département de la Mayenne,

Le tribunal de première instance en cette ville, a ordonné une enquête pour constater l'absence de René Lair Lamotte, disparu depuis 1786.

Par jugement du 2 décembre 1807, vu la demande de Marie-Emile, Marie-Philippe et de Jean-François Bellegarde, frères, propriétaires, domiciliés à Gaillac,

Le tribunal de première instance à Gaillac, département du Tarn, a déclaré l'absence de Paul Armand Bellegarde.

Par jugement du 23 décembre 1807, sur la demande de Joseph Galaup, Jeanne-Marie Galaup, femme Metgé, demeurant à Fayssac, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Gaillac, département du Tarn, a prorogé pour une année à compter de ce jour le délai pour constater l'absence de Jean Galaup, leur frère; il a nommé à cet effet le sieur Plasse, l'un des juges, dépens réservés.

Par jugement du 15 décembre 1807, sur la demande de Joseph Collignon, et d'Elisabeth Heffe, sa femme, cultivateurs à Layemont, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Bar-sur-Ornain, département de la Meuse, a déclaré l'absence de Pierre-Alexis d'Hetz.

Par jugement du 19 novembre 1807, sur la demande de Jean Hessé et Marie Kock, sa femme, boulangère à Boulay,

Le tribunal de première instance à Metz, département de la Moselle, a ordonné une enquête pour constater l'absence d'Etienne Kock, qui a servi dans le 51<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne.

Par jugement du 31 décembre 1807, sur la demande de Jean-Baptiste-Pascal Briere, de Rouen, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Rouen, département de la Seine-Inférieure, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Jean-René-Louis Auguste Levaillant, disparu depuis 30 ans de Rouen.

Par jugement du 9 décembre 1807, sur la demande d'Antoine Lafond, et autres intéressés, domiciliés à Bard,

Le tribunal de première instance à Montbrison, département de la Loire, a ordonné une enquête pour constater l'absence d'Etienne Lafond, de la commune de Bard.

Par jugement du 6 décembre 1807, sur la demande de Jacques-Antoine Spol, marchand fourbisseur à Metz, et Marie-Flore Juzan Delatour, son épouse,

Le tribunal de première instance à Metz, département de la Moselle, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Charles Juzan Delatour.

## ÉCOLE DE MÉDECINE DE PARIS.

Notice sur M. Schwilgué, docteur en médecine de l'Ecole de Paris, membre adjoint de la Société de Médecine de cette Ecole.

Depuis long-temps l'Ecole de Médecine de Paris a fait des pertes irréparables, que nous avons annoncées en faisant connaître combien étaient douloureuses pour les sciences médicales et pour l'humanité la mort de M. Lassus et celle de M. Leclerc, arrivées presque dans la même année. De nouveaux sujets de regrets viennent d'être donnés à cette école par la mort prématurée de l'un de ses élèves les plus distingués, M. Schwilgué, qu'elle avait admis il y a deux ans dans la Société de Médecine formée dans son sein, et qui vient d'être enlevé par une mort soudaine et prématurée au moment où, réalisant les espérances données par ses essais, il se livrait avec autant de zèle que de talent à l'enseignement et à la pratique de son art.

Ce jeune médecin, mort à l'âge de trente ans, était né à Schelestat, département du Bas-Rhin. Il fit ses premières études médicales à Strasbourg. Dans le dessein de perfectionner ses connaissances, et de se former à l'habitude de l'observation dans les grands hôpitaux, il vint ensuite étudier à Paris, dont l'Ecole de Médecine ne tarda point à le compter parmi ses élèves les plus laborieux et les plus instruits. Sans négliger aucune partie de l'enseignement de cette grande Ecole, M. Schwilgué s'attacha plus particulièrement aux leçons de M. Pinel, et à celles de Bichat, qui élève de la même Ecole, se rendait chaque jour de plus en plus digne d'en devenir un des plus habiles professeurs, en présentant dans ses cours et dans ses ouvrages la doctrine de ses maîtres, développée ou même modifiée, par les résultats d'une foule de recherches anatomiques et d'expériences sur les animaux. M. Schwilgué fut reçu docteur en médecine en l'an 10. Il donna pour sa dissertation inaugurale une excellente monographie du croup. Pressé par les sollicitations de M. Pinel, il se livra à l'enseignement de la matière médicale, et de la pathologie interne. Les principaux ouvrages qu'il a publiés sont, 1° un très-bon Mémoire sur le pus; 2° un Traité de matière médicale; 3° un autre ouvrage élémentaire, ayant pour titre Manuel médical.

Lorsque la mort est venu enlever M. Schwilgué aux sciences et à la médecine, il venait de terminer l'extrait raisonné des principaux ouvrages publiés sur le croup, d'après le plan et les matériaux que lui avait fournis la commission formée dans l'Ecole de Médecine, pour rédiger le programme du prix, relatif à cette maladie, et fondé par S. M. l'EMPEREUR ET ROI, avec cette munificence que l'on remarque dans la protection éclairée qu'il accorde à tous les genres de travaux qui peuvent contribuer à l'utilité et à la gloire de son vaste



Empire (\*). Avant sa mort, M. Schwilgué a su qu'à l'occasion du travail que nous venons de rappeler, son nom avait été honorablement cité à S. M. l'EMPEREUR. Ce jeune médecin est mort le 7 février 1808. Sa perte a causé les regrets les plus amers à ceux de ses confrères dont il était connu, et à MM. les professeurs de l'Ecole de Médecine, mais particulièrement à MM. Pinel, Hallé et Thouret, qui avaient eu occasion de voir de près et d'apprécier le zèle, les connaissances et la moralité de ce jeune médecin.

M. Roux, docteur en chirurgie, a prononcé sur la tombe même de M. Schwilgué un discours dont nous avons tiré cette courte notice.

MOREAU (de la Sarthe), docteur en médecine.

## ECONOMIE POLITIQUE.

*Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique et sur les moyens et les causes qui concourent à son accroissement*; par le comte de Lauderdale, ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique près la cour de France en 1806; traduit de l'anglais, par M. Lagetie de Lavaisse (1).

Lord Lauderdale est connu pour un homme très-versé dans les matières d'économie politique. L'ouvrage qu'il a publié sur la nature et l'origine de la richesse publique, et dont nous annonçons la traduction française, est propre à confirmer cette idée.

Il est écrit avec assez de méthode et de clarté, qualités essentielles dans un semblable sujet; l'auteur s'y attache à réfuter les opinions des économistes sur plusieurs points relatifs à la nature des richesses, et à relever les méprises qu'ils ont faites dans la manière de les apprécier et de fixer les différentes valeurs qui les composent.

Avant d'en venir aux raisons qui le portent à différer de sentiment avec eux, il explique ce qu'on doit entendre par valeur, et quelles sont les circonstances qui doivent en faire varier l'estimation.

Il lui paraît étonnant que ceux qui ont écrit avant lui sur la nature des richesses, n'aient point donné de la valeur une définition bien claire; que plusieurs même aient prétendu qu'il y en avait une intrinsèque ou fixe, à laquelle on doit rapporter l'évaluation des prix et des richesses publiques et particulières.

« L'estimation de la valeur, ou plutôt sa nature, dépend, dit lord Lauderdale, du rapport de la demande à la quantité des objets propres à nos besoins; il n'y a point de qualité, quelque excellence qu'elle communiquât à une marchandise, qui pût produire dans sa valeur aucun changement sensible, si elle n'en éprouvait ni dans la quantité, ni la demande.

« Supposons au blé, dit-il, une propriété extrêmement intéressante, qu'un seul grain mis dans la bouche d'un enfant, au moment de sa naissance, lui assure un siècle de santé parfaite; certes, on ne peut attribuer à ce grain une propriété qui flatte davantage le goût universel; cependant qu'en résultera-t-il par rapport à la valeur du prix du blé? Nul changement sensible assurément; car il n'y aura aucun changement dans la quantité, il y en aura fort peu en plus dans la consommation, et à peine si l'augmentation de la demande se fera appercevoir; il n'y aura point d'augmentation de valeur dans le blé, le prix restera le même. »

Ce n'est donc point la qualité des choses, leurs propriétés utiles seules, qui en constituent le prix ou la valeur dans les transactions, dans les ventes et les achats.

« Cette qualité ou utilité des choses influe même si peu sur leur valeur, continue lord Lauderdale, qu'il arrive souvent que lorsqu'une denrée possède au plus haut degré ses qualités essentielles, elle descend à un bas prix; au contraire, elle s'élève à un plus haut, quand ces qualités s'y trouvent à un degré inférieur. C'est presque toujours le cas des grains; dans les années abondantes, ils sont d'une qualité supérieure, et d'une inférieure dans les infertiles; de plus, les premières produisent beaucoup, et fort peu les autres. Or, sans égard à la qualité, la valeur des grains est toujours réglée d'après le principe que nous avons établi; l'augmentation de quantité réduit la valeur, malgré une qualité supérieure, tandis que la diminution de quantité, avec une qualité inférieure, en renchérit le prix.

« Il n'est pas rare de voir qu'un coupon d'une étoffe qui s'est vendue fort cher, n'a plus qu'un prix très-inférieur à celui des portions plus considérables enlevées de la même pièce. D'autre part on voit qu'une petite somme d'effets publics s'achète constamment au-dessus du cours de la bourse. D'où vient donc ce changement de valeur d'un même objet, quand le dernier morceau de l'étoffe est de la même qualité que le reste, quand la portion d'action produit un intérêt proportionnellement égal à celui de l'action entière? Il vient du nombre des demandes: peu de gens ont besoin d'un aussi petit morceau d'étoffe; plusieurs, soit dépositaires, soit exécuteurs testamentaires, sont obligés d'acheter de plus petites portions d'actions qu'on n'en expose ordinairement sur la place; dans la vente du coupon la demande a diminué; dans celle des petites portions d'action, la demande a augmenté. »

De ce qu'une chose peut changer de valeur par les variations dans la rareté et dans le nombre des demandes, que sa qualité ne suffit pas pour en conserver le prix marchand au même taux, que ce prix hausse ou baisse suivant que la marchandise devient plus rare ou plus commune en proportion des demandes que l'on en fait, il s'ensuit qu'il ne peut y avoir de valeur intrinsèque, constante et uniforme des objets qui entrent dans le commerce.

Plusieurs écrivains d'économie politique ont cependant prétendu qu'il y avait une mesure uniforme de la valeur des choses, mesure qui ne change point, et à laquelle on doit rapporter les autres valeurs pour les estimer; ils ont ainsi supposé qu'il y avait au moins une valeur qui n'était sujette à aucune variation et tirait son prix de sa propre qualité.

Smith paraît avoir été de ce sentiment; il assure (liv. 1, ch. 5) que le travail ne change jamais de valeur; d'où il résulte qu'il peut servir à estimer les autres, puisqu'on peut toujours connaître l'étendue du travail qu'on a employé à les faire naître.

C'est à réfuter cette opinion sur la nature du travail que s'attache particulièrement l'auteur, parce que de tous les écrivains anglais dans ces matières, aucun ne jouit d'une plus grande et plus juste considération que Smith.

Pour y parvenir, il emploie les raisonnemens ou plutôt les remarques de Smith même sur les variations de prix ou de valeur du travail.

Le travail varie dans ses prix, 1<sup>o</sup> à différentes époques de l'année. « L'agriculture demande plus d'ouvriers aux jours de la fenaison et de la moisson que dans le reste de l'année; alors aussi leur salaire augmente de prix » (Smith, liv. 1, ch. 10); 2<sup>o</sup> il éprouve des changemens à des époques éloignées. « Ce siècle a vu s'élever, dans la Grande-Bretagne le prix pécuniaire du travail; mais c'est moins l'effet d'une diminution qu'il éprouvée la valeur de l'argent dans le marché de l'Europe, que d'une augmentation de demande pour le travail, due à la prospérité de la Grande-Bretagne » (Idem liv. 1, ch. 11); 3<sup>o</sup> le travail varie de valeur suivant les pays. « Certainement, c'est encore Smith qui parle, il y a en Angleterre beaucoup plus de richesse qu'en aucune partie de l'Amérique-Septentrionale, et néanmoins le prix de la main-d'œuvre s'élève beaucoup plus haut dans ce dernier pays. » Il cite de nombreux exemples de la différence des salaires en Amérique et à Londres; 4<sup>o</sup> enfin dans la même contrée, le travail est payé plus ou moins cher suivant les lieux, et même à plus de distance les uns des autres. « A Londres et dans ses environs, on peut évaluer le prix commun du travail à 18 s. (2) par jour; à quelques milles de là, il tombe à 14 ou 15 s.; le taux d'Edimbourg et du voisinage est de 10 s. Il n'est plus que de 8 à quelques milles de distance, et c'est aussi le prix courant du travail ordinaire dans la plus grande partie de la Basse-Ecosse, où il varie beaucoup moins qu'en Angleterre. »

Smith écrivait ceci en 1773; il s'est opéré sans doute de nouveaux changemens dans ces prix; mais il n'en résulte pas moins que le travail n'est point une mesure fixe des valeurs, puisqu'il n'est pas lui-même invariable dans son prix, et qu'ainsi ce que Smith en a dit pour le faire considérer comme tel, est détruit par les propres observations de ce savant et judicieux écrivain.

(2) Nous laissons le mot *sous* qui se trouve dans la traduction; mais c'est une très-mauvaise et fautive expression; car il ne s'agit dans l'original ni de sous français, ni de sous anglais; les premiers feraient une valeur de 18 s. tourn.; les autres; 19 liv. 16 s. tourn. Il y a dans l'original *pence*, pluriel de *penny*, qui signifie *denier sterling*, valant 2 s. tourn., à très-peu près; ainsi les *sous* portés dans le texte répondent à 2 s. tourn. On ne saurait trop recommander aux traducteurs et aux journalistes de faire attention aux valeurs étrangères quand ils écrivent, afin d'éviter les erreurs et les absurdités de calculs.

C'est aussi la conclusion que tire lord Lauderdale des passages que nous venons de citer, et après en avoir fait l'application à sa doctrine, il établit comme principes certains.

1<sup>o</sup>. Que les choses n'ont de valeur qu'autant qu'elles joignent à un certain degré de rareté, les qualités qui en font l'objet de nos desirs;

2<sup>o</sup>. Que pour toute espèce de marchandises, le degré de valeur dépend de la proportion entre la demande et la quantité de la marchandise;

3<sup>o</sup>. Qu'il ne peut y avoir de valeur fixe, intrinsèque et constante dans les choses, puisque toute valeur tient à des circonstances indépendantes de la qualité même de la chose.

Jusqu'ici l'auteur n'a fait que préparer le lecteur à entendre la partie principale de son système, en éloignant une opinion qui ne s'accorderait pas avec celle qu'il veut établir; il s'agit maintenant de faire connaître que la richesse publique, la richesse nationale, n'est point la somme ou l'ensemble des fortunes particulières et des richesses individuelles.

« Les écrivains spéculatifs et ceux qui s'occupent de la partie pratique des impôts, dit lord Lauderdale, ont pensé que la richesse publique se composait simplement de la richesse des individus appartenant à la communauté; que les capitaux d'une société étaient les mêmes à tous égards que ceux des membres qui la composent (Smith, liv. 2, c. 3); qu'enfin la somme totale des fortunes particulières donnait l'état exact de la masse de la richesse publique. L'épargne qui, d'après l'expérience, est le moyen le plus ordinaire d'augmenter la fortune privée, nous est généralement représentée comme la mère de la fortune publique. »

Mais cette opinion si généralement accréditée que la richesse des particuliers fait celle de l'Etat, paraît fautive à l'auteur anglais; il la combat, comme un préjugé, comme une erreur enfantine par les économistes du dernier siècle, qui confondirent deux choses d'espèce différente, et dont les élémens sont presque de nature opposée.

« On sait, dit-il, qu'il ne suffit pas qu'une chose soit utile ou agréable pour avoir de la valeur; il faut encore qu'elle se trouve dans un certain degré de rareté respectivement aux demandes qu'on en fait; ce n'est qu'à cette condition qu'elle est pour celui qui la possède, un objet de valeur, une richesse. Dans ce cas, pour augmenter la richesse d'un Etat, si elle était la somme des fortunes particulières, il suffirait de rendre rare dans ce pays, un objet utile et commun, parce qu'alors ceux qui le posséderaient devenant riches, la nation le serait nécessairement.

« Comment accueillerait-on le conseil d'un homme qui, dans un tems de disette, viendrait mystérieusement vous dire: Gardez-vous de produire cette abondance si vantée; il est vrai qu'elle remédierait au mal présent; et cette raison la fait paraître assez avantageuse; mais par le fait il n'est rien de plus dangereux, puisqu'elle diminuerait la richesse des particuliers, et par conséquent celle de la nation? L'homme qui tiendrait ce propos paraîtrait fort ridicule; cependant comme une chose devenue aussi commune que l'eau et l'air ne pourrait plus avoir de valeur, il s'ensuit qu'en faisant naître une pareille abondance, on diminuerait très-certainement les richesses individuelles des possesseurs de cette chose, et par suite la richesse de l'Etat. »

Ainsi, conclut l'auteur anglais, le gouvernement aurait intérêt à rendre les subsistances rares, les objets de nécessité rares, afin que les fortunes particulières qui forment la richesse publique, en soient d'autant augmentées.

C'était à-peu-près la manière d'argumenter des écrivains exagérateurs dont nous avons déjà parlé et dont nous parlons encore, parce que leurs erreurs ont été très-funestes. Ils voulaient que les produits de la culture fussent chers, le prix du blé haut, très-haut, attendu que toute richesse venant de la terre, plus les propriétaires seraient riches par le prix des denrées, plus le gouvernement pourrait en tirer d'impôts.

Cette doctrine, si contraire à celle de la raison et du véritable esprit de gouvernement, avait été saisie avec empressement par les agriculteurs avides qui, se regardant comme les seuls soutiens de l'Etat et de la fortune publique, s'en étaient servis pour confondre leurs intérêts avec ceux de la nation, quoique placés sur deux lignes différentes.

C'est non-seulement par des exemples semblables que l'auteur fait sentir l'inconséquence du système qui assimile les richesses particulières à celles de l'Etat, mais encore par d'autres tirées du commerce des fonds publics en Angleterre.

« Actuellement, dit-il, la dette nationale s'élève à cinq cents millions sterling environ. Nous savons et nous avons vu que la guerre, dans le courant même de la première année, peut faire baisser

(\*) Le prix que S. M. l'EMPEREUR et ROI a proposé sur le croup, est de 12,000 fr.

(1) Un vol. in-8°. — A Paris, chez Dentu, libraire, rue du Pont-de-Lodi, n° 3. — 1808.



d'environ vingt pour cent la valeur de ce capital, c'est-à-dire, qu'elle peut élever cent millions aux fortunes privées. Celui qui pense que la réunion de celles-ci donne l'état exact de la richesse publique, et qui l'aura calculée sur ce principe, sera donc obligé de dire que cent millions de la richesse de l'Angleterre se sont évanouis. Il paraît donc démontré qu'une augmentation dans la masse des richesses particulières, n'accroît pas nécessairement la richesse nationale; qu'il est même possible d'imaginer un notable accroissement de celle-ci, lequel diminuera la masse des premières; qu'enfin chercher dans la somme des unes l'état précis des autres, c'est une manière de calculer fort sujette à l'erreur.

L'auteur va plus loin encore, et, se rapprochant de la manière de voir de quelques publicistes du dix-septième siècle sur ces questions, il pose en principe qu'en général la richesse nationale diminue à proportion que les fortunes individuelles augmentent de la valeur vénale, surtout lorsqu'il s'agit des fonds territoriaux et des produits nécessaires à la consommation; et qu'au contraire, à mesure que les fortunes particulières, surtout les fortunes agricoles, diminuent, la richesse nationale augmente.

Voici le raisonnement que fait l'auteur pour établir cette doctrine qui, pour paraître extraordinaire, n'en mérite pas moins toute l'attention des personnes qui ont à prononcer sur les grands intérêts d'un Etat.

« On ne saurait douter, dit donc lord Lauderdale, que l'abondance des grains ne soit un très-important article de la richesse nationale; il est tout aussi évident que la disette des mêmes denrées est un symptôme très-sérieux de la pauvreté, ou plutôt de la misère publique. Cependant, si l'on peut s'en rapporter à une autorité respectée dans ces matières (3), le prix du blé, quand la moisson vient à manquer, s'élève dans une proportion telle, que si la rareté est comme  $\frac{1}{10}$ , le surhaussement de prix sera comme  $\frac{1}{10}$ ; si la rareté est comme  $\frac{1}{20}$ , le surhaussement sera comme  $\frac{1}{20}$ ; si comme  $\frac{1}{30}$ , le surhaussement sera comme  $\frac{1}{30}$ ; si comme  $\frac{1}{40}$ , le surhaussement sera comme  $\frac{1}{40}$ ; enfin, si la rareté est comme  $\frac{1}{50}$ , le surhaussement du prix sera comme  $\frac{1}{50}$ .

« Suivant ces rapports qui ne peuvent varier que de peu de chose, quand un pays récolte trois-dixièmes de moins que le produit ordinaire, la valeur des grains doit augmenter de 160 pour cent; en effet, supposons le produit ordinaire de 300 septiers, et la valeur de ce grain de 300 liv. st.; si ce produit ou récolte éprouve une diminution de trois-dixièmes, la valeur des 210 septiers restans sera de 546 liv. st. Ainsi la richesse de la nation diminuera par la perte des trois-dixièmes de sa récolte, et la valeur de ses grains s'élèvera de 300 liv. st. à 546; ce qui augmentera d'autant la fortune des particuliers possesseurs des grains. »

C'est à cette cause, en grande partie, remarque très-judicieusement l'auteur, et à ces combinaisons de l'intérêt particulier des propriétaires de grains avec une légère diminution dans la récolte, que sont dues ces hausses des subsistances si alarmantes quelquefois pour les administrateurs, et qui n'ont besoin que de quelque surveillance pour disparaître. A propos de quoi, l'on a remarqué que la sévérité soit contre d'avidés spéculateurs, soit contre d'aussi avides cultivateurs, n'avait jamais produit une vraie disette comme on croyait pouvoir le craindre; qu'au contraire elle avait forcé l'intérêt particulier à baisser ses prétentions, et à respecter la fortune publique, tant l'une est souvent peu d'accord avec l'autre.

Les conséquences que l'auteur tire de ces considérations importantes et l'emploi qu'il en fait dans la solution de plusieurs questions d'économie politique, méritent toute l'attention du lecteur; mais nous le renvoyons à l'ouvrage même, pour ne pas trop étendre cette analyse au-delà des justes bornes.

Il examine ensuite, et avec beaucoup de sagacité, en quoi consiste les sources de la fortune publique; elles ne sont pas le résultat d'une seule cause toujours agissante, mais de plusieurs à la fois, de la terre, du travail et du revenu des capitaux. Ces trois branches embrassent, suivant l'auteur, tous les moyens qui dans un Etat bien ordonné, entretiennent l'aisance et font la richesse nationale.

(3) Voyez Gregory King's, *Calculations*, publiées par Davenant, t. 2, p. 224.

L'abonnement se fait à Paris, rue des Poitevins, n° 6; le prix est de 25 fr. pour trois mois, 50 fr. pour six mois, et 100 fr. pour l'année entière. On ne s'abonne qu'au commencement de chaque mois.

Il faut adresser les lettres, l'argent et les effets, franc de port, à M. Agasse, propriétaire du journal, rue des Poitevins, n° 6. Tous les effets, sans exception, doivent être à son ordre.

Il faut comprendre dans les envois le port des pays où l'on ne peut affranchir. Les lettres des départements, non affranchies, ne seront point retirées de la poste.

Il faut avoir soin, pour plus de sûreté, de charger celles qui renfermeront des valeurs.

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé au rédacteur, rue des Poitevins, n° 4, depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir.

A Paris, de l'imprimerie de H. Agasse, propriétaire du *Moniteur*, rue des Poitevins, n° 14.

Lord Lauderdale concède de cette manière, les économistes exclusifs, Smith et les partisans du système mercantile; il fait voir l'impossibilité qu'aucune de leurs opinions, isolément prise, puisse servir de règle sûre pour apprécier les moyens de fortune d'un grand Etat et l'étendue des ressources que le gouvernement peut en attendre.

Cette théorie n'est pas neuve, mais elle avait été obscurcie par des doctrines singulières, dont l'effet avait été de produire une secte et de jeter du mystère sur des choses fort simples; doctrines qui, à l'aide de mots mal définis ou présentés dans un sens inconnu, n'allaient pas à moins qu'à établir l'empire de la propriété au-dessus de tous les autres liens qui unissent les hommes en société; vertu, génie, talens, tout était subordonné aux droits des propriétaires; un vil intérêt était l'âme du commerce de la vie, et la liberté morale, l'indépendance civile n'étaient admises comme prérogatives du citoyen qu'autant qu'il les tenait de la propriété seule (4).

La doctrine de lord Lauderdale tend par ses conséquences à renverser ce système erroné; il montre que ce fantôme d'intérêt privé, de richesse particulière, que l'on croyait essentiellement lié à la prospérité générale, peut en être quelquefois l'ennemi, et justifier les mesures si souvent prises pour en arrêter les écarts nuisibles.

Cet ouvrage est accompagné de notes placées à la fin; la plupart sont très-instructives et servent de preuves ou de développemens aux matières du texte; par-tout on reconnaît un écrivain qui est maître de son sujet, qui pense par lui-même et ne se traîne jamais sur les pas de ses prédécesseurs, non pas qu'il n'en adopte les principes et les idées lorsqu'il les croit conformes à l'expérience; mais en général, c'est plutôt d'après ses méditations et la pratique des affaires qu'il discute, que d'après les livres et les opinions reçues.

On ne peut donc que gagner à la lecture de cette nouvelle production; elle exige de l'attention pour suivre l'auteur dans ses raisonnemens; quoiqu'on ne puisse lui refuser de la clarté et de la méthode, ainsi que nous l'avons remarqué, c'est comparativement aux autres ouvrages de même espèce; celui-ci suppose que l'on est déjà au courant des élémens de l'économie politique et de l'administration des finances de la Grande-Bretagne.

#### ÉCOLE SPÉCIALE DES BEAUX-ARTS.

M. Dandillon, professeur de perspective, commencera son cours jeudi 3 mars, et le continuera les lundi et jeudi, à deux heures et demie précises.

#### AGRICULTURE.

Les personnes qui ont des plantations à faire, trouveront dans la pépinière de Buzanval, commune de Rueil, près Malmaison, des assortimens les plus complets d'arbres indigènes et exotiques, d'arbustes d'arbres verts, de plantes de terre de bruyère, plants de tulipier catalpa, hyacinthus, et d'un grand nombre de variétés. Des prix modérés et le plus grand soin dans les emballages pour les envois à faire dans les départemens et à l'étranger prouveront aux personnes qui honoreront cet établissement de leur confiance, qu'on a le desir de la justifier.

Les demandes peuvent s'adresser, soit au nommé Antoine, jardinier en chef à Buzanval, soit au nommé Rocque, jardinier en chef de l'entrepôt de la pépinière, rue d'Angoulême, n° 12, faubourg Saint-Honoré, à Paris.

#### LIBRAIRIE.

Jusqu'à ce moment nous n'avions eu de l'Irlande que des histoires incomplètes. Nous croyons faire plaisir à tous les amis des lettres, en leur annonçant que, très-incessamment il en paraîtra une ab-

(4) Voyez l'ouvrage de l'abbé Mably, où cet estimable auteur montre les suites fâcheuses qui naissent du système de propriété adopté par les économistes.

solument complète en trois volumes in-8°, par le docteur Gordon. Cet ouvrage très-estimé en Angleterre, actuellement sous presse, sera mis en vente vers la fin de mars; il remonte depuis les tems les plus reculés, jusqu'à l'époque de sa réunion à la Grande-Bretagne, en 1801, et manque à la littérature française.

Il paraîtra chez Parsons, Galigani et Comp., rue Vivienne, n° 17.

Les mêmes libraires mettront en vente, sous peu de jours, le fameux *Traité de l'évêque de Londres*, sur les Heureux effets du Christianisme; un vol. in-12.

#### AVIS.

Jean-Marie Farina, de Cologne, continue toujours de faire distribuer son Eau de Cologne en son seul dépôt général, chez Erch, suisse, aux grandes messageries, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 22, à Paris. — Il tient aussi un assortiment de différens liqueurs.

#### LIVRES DIVERS.

Eugène de Rothelin, roman nouveau, par l'auteur d'*Adele de Sénange*, 2 vol. in-12.

Prix 4 fr., et 4 fr. 75 c. franc de port.

A Paris, chez H. Nicolle, à la librairie stéréotype, rue des Petits-Augustins, n° 15.

On trouve à la même adresse les ouvrages suivans du même auteur:

*Adele de Sénange*, 2 vol. in-12. — Prix, 3 fr., et 3 fr. 75 cent. franc de port.

*Emilie et Alphonse*, 3 vol. in-12. — Prix, 5 fr., et 6 fr. franc de port.

*Charles et Marie*, un vol. in-12. — Prix, 1 fr. 50 c., et 2 fr. franc de port.

#### SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Aujourd'hui, relâche. — Demain, Iphigénie en Aulide, et Ulysse. Mlle Josephine Armand, qui n'a jamais paru sur aucun théâtre débutera par le rôle d'Iphigénie.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui,

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Par l'Opéra-Comique, les Virtuosi Ambulants.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, Menzikoff et Fédor, ou le Fou de Berezoff, drame en 3 actes.

Théâtre du Vaudeville, rue de Charities. Auj. Regnard et Dufresny, Amour et Mystère, et les Pages.

Théâtre des Variétés, Boulevard Montmartre. Auj. Avis à Jocrisse, la Bonne Femme, les Poètes sans-souci, et Romainville.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. la Tête du Diable.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Auj. la Fille de la Nature, et Olimpia ou la Caverne de Strozzi.

Cirque Olympique de MM. Franconi fils. Auj. grands exercices d'équitation, la 6<sup>e</sup> repr. des Folies, et les Aventures de Don Quichotte et de Sancho Pança.

Salle Montansier, Palais du Tribunal. Auj. nouveaux exercices.

Panorama. Les vues d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes du boulevard Montmartre, depuis dix heures du matin jusqu'à six. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal, l'entrée par la Cour des Fontaines, n° 1<sup>er</sup>. Concert tous les jours, à huit heures du soir.

Spectacle de M. Olivier, rue de Grenelle Saint-Honoré. Spectacle tous les jours à huit heures, sans exception. M. Olivier répètera les Tours les plus curieux, et les mêmes divertissemens qu'il a eu l'honneur d'exécuter à Fontainebleau devant LL. MM. II. et RR., et devant la cour.

Théâtre pittoresque et mécanique de M. Pierre, rue Neuve de la Fontaine-Michaudière, carrefour-Gaillon. Spectacle aujourd'hui. M. Pierre continue les pièces nouvelles annoncées par les affiches. Ce spectacle ingénieux continue toujours d'obtenir les suffrages du public.